

Le FSE, reflet des mouvements sociaux européens...

mercredi 7 juillet 2010, par [CANONNE Amélie](#), [TROUVE Aurélie](#), [VIALE Frédéric](#) (Date de rédaction antérieure : 6 juillet 2010).

Sommaire

- [L'ENVIRONNEMENT ET LE SOCIAL](#)
- [TINA EST MORTE, VIVE TATA !](#)
- [FORUM DE CRISE OU FORUM EN \(...\)](#)
- [CHOSSES VUES À ISTANBUL](#)

LE FORUM SOCIAL EUROPÉEN, REFLET DES MOUVEMENTS SOCIAUX EUROPÉENS... ET DE LEURS TRANSFORMATIONS

Le Forum social européen (FSE) s'est terminé hier, avec un certain optimisme... mais des défis à relever. C'est sans doute, pour l'instant, le seul espace européen qui permette autant de convergences et d'échanges entre mouvements citoyens sur des questions très différentes (sociales, écologiques, de solidarité internationale, pour les droits humains et la défense des précaires...). Ce bouillonnement et ce mélange des cultures entre des milliers de militants restent un moment unique, dont seul l'altermondialisme est capable. Il suffisait d'être présent à la manifestation du samedi soir pour en être convaincu. Les turcs ont assuré une organisation difficile dans un contexte politique et social compliqué. Mais leur faible présence parmi les 3000 participants montre que la mayonnaise a eu du mal à prendre avec leurs mouvements sociaux. Et l'absence de beaucoup d'acteurs des mobilisations sur la justice climatique prouve qu'il faut poursuivre les convergences.

De l'assemblée finale, un consensus fort s'est exprimé pour une mobilisation forte à l'échelon européen, le 29 septembre et autour de cette date. Un appel en est sorti, pour rassembler tous ceux qui refusent que ce soit les citoyens qui payent la crise et que les droits sociaux et les impératifs écologiques en pâtissent. L'appel est assez large pour que s'y retrouvent des mouvements bien au-delà des syndicats. Il laisse la place aux actions décentralisées et ne fixe le 29 septembre que comme une première étape de mobilisation. Mais des débats ont éclaté autour d'une demande d'amendement : indiquer que cette journée était initiée par le mouvement social européen. Si cet amendement n'avait à mon avis pas beaucoup d'importance, ces débats montrent les difficultés à rallier la diversité des mouvements citoyens à un appel de la confédération européenne des syndicats et à un slogan qui hérisse le poil à juste titre des écologistes ("pas de coupes sociales, plus de croissance"). Tout ceci est à relativiser : sortir du FSE avec un tel appel de rassemblement autour du 29 septembre est déjà un grand pas. Même si le plus dur reste à faire - et c'est ce à quoi nous nous attacherons à Attac - : faire de ce jour un grand moment de mobilisation convergente de l'ensemble des mouvements citoyens et des forces progressistes en Europe.

Enfin, l'avenir du FSE passera sans doute par une remise en question de son fonctionnement. Une anecdote pour l'illustrer : un séminaire sur la crise économique en Europe. Près de 3 heures d'interventions non stop de 7 ou 8 "speakers" (tous quasiment masculins) et moins de 15 mn d'interventions pour une centaine de personnes dans la salle, dont certaines auraient bien aimé donner leur point de vue. Ce séminaire tranchait avec d'autres, où la parole circulait, pour un

échange avant tout d'expériences permettant dans certains cas d'aboutir à des réflexions et initiatives communes. Il tranchait également avec les débats de quartier organisés entre autres par les No Vox. Le FSE doit pouvoir mieux intégrer de nouvelles façons de militer, de nouvelles formes d'action complémentaires aux traditionnelles conférences d'experts et manifestations de rue, de nouvelles façons de partager l'information et de construire des initiatives communes, de nouvelles préoccupations et notamment le lien entre impératifs écologiques et besoins sociaux. Pour cela, il faudra laisser une place plus importante aux acteurs qui les portent dans le processus de préparation, et que ces acteurs soient prêts à s'impliquer. C'est à mon avis un des enjeux de la prochaine assemblée européenne à Paris fin octobre, qui discutera de l'avenir du FSE et des prochaines mobilisations face à la crise. A suivre...

06/07/2010

Aurélie Trouvé

L'ENVIRONNEMENT ET LE SOCIAL, ÇA COINCE OU PAS ?

Retour d'un séminaire de travail : quel lien entre la question sociale et la question environnementale ?

La récente prise de conscience écologique, qui a jeté des centaines de milliers de gens dans la rue à Copenhague, a désarçonné le mouvement ouvrier et continue de la faire : il n'est plus possible de défendre l'emploi sans se demander quel type d'emploi, dans quelles conditions environnementales, et pour quoi faire. Habituellement, les syndicats défendent l'emploi, les défenseurs de l'environnement ne veulent plus de cette production polluante et inutile. Mais les syndicats bougent, et les environnementalistes aussi, même si ce n'est pas facile.

Le point de départ est commun, c'est après que ça se corse. point de départ oui, la question environnementale est cruciale, on ne peut pas continuer à produire sans limite sur une planète limitée. Au passage, on constate que certains des syndicats qui disent cela font partie de la Confédération européenne des syndicats (CES) qui, par ailleurs, appelle à une manifestation européenne à Bruxelles le 29 septembre avec comme mot d'ordre « pas de réduction d'emplois, plus de croissance » —comprenez qui peut. Revenons à nos moutons : le fait que la production actuelle envoie la planète dans le mur est compris.

Un syndicaliste italien (CGIL) explique : si l'alliance syndicats/mouvements environnementaux est un peu difficile à réaliser concrètement, car elle oblige les syndicats à se repositionner sur la question de la finalité du travail, tout bien réfléchi, il existe un intérêt commun objectif entre syndicats et environnementalistes. Cet intérêt serait l'emploi : la reconversion écologique créerait de l'emploi. A condition que la reconversion écologique nécessaire se fasse sous contrôle démocratique, sous peine d'être dévoyée et donc d'échouer.

Allant encore plus loin, un représentant de syndicat français (Solidaires) explique que la question n'est pas tellement celle de la création d'emploi, mais qu'il s'agit de rompre avec la religion de la croissance et du consumérisme, car l'idée que le capitalisme réussit à faire passer dans la société selon laquelle le bonheur est lié à la croissance est tout simplement fausse. Non seulement, le capitalisme est une catastrophe environnementale, mais il est aussi incapable de tenir les promesses

de croissance qu'il affirme pouvoir tenir. Il faut saisir la crise actuelle pour poser les alternatives nécessaires. L'idée de la création d'emploi n'est pas suffisante, il faut revendiquer aussi la baisse du temps de travail (permettant la réduction du chômage, la participation des gens à la vie citoyenne, la sauvegarde de la santé et de compenser les destructions d'emplois ou leur changement de qualification). Il faut revendiquer aussi de nouveaux droits pour les salariés pour qu'ils soient protégés lors de la transition écologique.

Un autre syndicaliste (C.G.T.) souligne que la reconversion écologique pose de redoutables problèmes de destruction de postes existants (dans des industries polluantes), et de différences de qualification entre les postes ainsi détruits et les nouveaux. Il pose le doigt sur un fait que si certains pays conduisent une reconversion écologique et d'autres pas, dans un monde de libre-échange, cela va poser des problèmes considérables. Le libre-échange a aussi des conséquences négatives dans ce domaine. Le représentant des syndicats métallurgiste dit qu'il veut bien entendre parler de reconversion de l'industrie automobile, pas d'abolition.

Un syndicaliste norvégien, membre de la (vigoureuse) « Campagne pour un Etat social », conclut que globalement les syndicalistes continuent à réfléchir dans un cadre capitaliste qui ne leur est pourtant pas favorable. Car la question n'est pas celle de l'emploi, mais celle du contrôle social et démocratique sur la production. Dès lors que la décision politique est prise d'organiser le travail différemment, par exemple en le réduisant fortement, la question de l'emploi ne se posera plus dans les termes traditionnels qui sont ceux du capitalisme s'appuyant sur le libre-échange.

Conclusion : la question sociale et la question environnementale ne sont plus étrangères l'une à l'autre. Certains syndicats évoluent, d'autres moins. Il y a encore du boulot ! Mais ça, on le savait.

04/07/2010

Frederic Viale

TINA EST MORTE, VIVE TATA !

On ne fait pas que critiquer, on propose aussi. Aujourd'hui, un séminaire (A3 400) s'est proposé de voir ce que les mouvements sociaux, les partis, les syndicats préconisent pour sortir de la crise, et j'ai été chargé d'en écrire la synthèse.

Rude tâche, me suis-je dit d'emblée (autre version de « mais pourquoi j'ai accepté de faire ça ? »). Et finalement, la tâche n'est pas si rude, car les propositions existent, et elles ne sont pas si éloignées que cela les unes des autres.

Premier constat : les diagnostics se rejoignent.

Que ce soient les syndicats (déclaration de l'European network of trade-unionists de juin 2010), la déclaration d'une bonne centaine d'universitaires économistes d'Italie, des organisations comme le CADTM, ATTAC, Transform, les partis politiques de gauche (vraiment de gauche, attention), nul ne songe une seconde à reprendre la scie qu'on entend chaque jour dans les médias : « la dette publique est à l'origine de tout, il faut la réduire et donc rassurer les marchés ».

Non. La crise n'est pas grecque, elle est mondiale, elle n'est pas singulière mais systémique (et on parle de plusieurs crises qui se conjuguent : financière, économique, de production, de distribution, institutionnelle et démocratique) : les crises sont intrinsèques au système, et d'ailleurs, on peut se demander si, du point de vue du système, il s'agit bien de crises, mais plutôt de l'expression normale du système lui-même.

Le déclencheur de la crise financière (les subprimes), vient de ce que le partage des salaires se faisant de plus en plus en faveur des détenteurs de capitaux et en défaveur du travail, ceux et celles qui n'ont que leur travail pour vivre ont du recourir à l'emprunt massif, massivement octroyé par des organismes privatisés dans n'importe quelles conditions, puis titrisé par des opérateurs devenus incontrôlables depuis la dérégulation des années 1980, dans une économie mondialisée transformée en casino. Maintenant, les banques massivement renflouées par l'argent public, se retournent contre les Etats, instrumentalisant la dette publique pour contraindre les populations à payer une fois de plus pour les crises dont elles ne sont pas responsables. Les populations auront payé trois fois : une fois en renflouant les banques, une deuxième en subissant concurrence, précarisation et pauvreté, et maintenant une troisième avec les plans d'austérité qui ne sont qu'une façon de céder encore aux banques et aux marchés financiers. Là dessus, le diagnostic est général.

Deuxième constat : le niveau de la riposte.

Là, un débat existe : au niveau national ou au niveau européen, voire mondial ? Visiblement, les partis politiques, s'inscrivant dans la perspective d'une prise de pouvoir revendiquée (ce qui est logique), posent qu'il faudra passer des alliances au niveau européen, y mener des combats politiques, et sérieusement envisager de se dégager des directives européennes en suspendant l'application une fois arrivé au pouvoir. Les mouvements sociaux n'ont pas cette difficulté : ils se contentent de dire que tous les niveaux sont concernés. Peut-être l'idée consiste à dire qu'il n'y a pas de réelle division là-dessus, mais une appréciation du temps de l'action : « action immédiate au niveau national pour changer le rapport de force politique au niveau européen dans le but d'alliance pour réorienter la politique de l'UE » pourrait être une solution acceptable de ce problème stratégique important.

Troisième constat : le type de riposte.

Il y a de fortes convergences : globalement, l'idée de départ est que, fondamentalement, la crise est une crise de système, ce qui veut dire que la démocratie est mise à mal, même si les dirigeants de pays comme les nôtres s'en gargarisent. La réalité est que ce sont les marchés qui dictent leur loi, et non les peuples. Il s'agit d'inverser cet état de fait, d'où l'idée de prélèvements fiscaux sur les marchés financiers, de réguler les banques et le secteur financier (Attac, et tous les autres). Ensuite, quelles régulations ? La séparation entre la banque de prêts et banque d'affaires revient fréquemment (lettre des économistes italiens, PG, ATTAC) ; la création d'un « pôle bancaire public », passant par l'expropriation des banques (CADTM) ou pas nécessairement, l'idée étant ici de considérer que le crédit est un bien commun et qu'il est légitime que les politiques de crédit soient contrôlées par les citoyens d'une manière ou d'une autre.

Autre proposition : le rôle de la BCE. Son indépendance des gouvernements est globalement considérée comme inacceptable, ne serait-ce que parce qu'elle n'est pas indépendante des dogmes libéraux. Au moins qu'elle agisse avec l'obligation de tenir dans ses objectifs celui de l'emploi et du développement et pas seulement celui de la lutte contre l'inflation, certains estimant par ailleurs (Transform, Attac, PG) qu'elle doit aussi financer les dettes des Etats.

Ce qui est intéressant c'est que personne ne s'en tient à ces solutions techniques : tous disent que le

problème est plus large et qu'il faut rompre avec le type de production insoutenable actuel, et avec une manière profondément anti-démocratique de conduire des choix publics qui sont finalement ceux de la finance. Alors fleurissent les propositions de rupture avec les dogmes libéraux, avec les politiques européennes dès lors qu'elles se conçoivent comme autant de moyens de contraindre les peuples (les partis politiques préconisant notamment une suspension de l'application des directives européennes en cas où ils seraient en charge des affaires publiques). Les propositions passent aussi par une réorientation complète des politiques fiscales (fin du dumping fiscal) et budgétaire (en finir avec ce budget européen misérable permettant à peine de gérer la pénurie). D'autres insistent sur la nécessité de revoir entièrement les finalités de la production, de ce type de production car il est générateur des soubresauts violents que nous connaissons. Le chantier est vaste, il ne faut absolument pas compter sur les gouvernements en place sans mise en place des rapports de forces nécessaires : d'où les nécessité des résistances, à quelque niveau que ce soit.

Margaret Thatcher le rabâchait voici bientôt 30 ans « Il n'y a pas d'alternative » (« There is no alternative »). Ce slogan était devenu son mantra, au point qu'elle fut surnommée TINA (acronyme anglais de « There is no alternative »). Trois décennies de casse sociale et quelques crises violentes plus tard, on a le plaisir d'annoncer que TINA est morte. En revanche, TATA, « There are thousands of alternatives » (« il existe des milliers d'alternatives ») va très bien, merci.

03/07/2010

Frederic Viale

FORUM DE CRISE OU FORUM EN CRISE ?

Les premiers pas du Forum social européen d'Istanbul ont eu lieu hier sur les pentes du « Parc Maçka pour la démocratie », au nord-est de Galata.

La délégation d'Attac France se met progressivement en place : une trentaine de personnes venues d'Europe (France, Finlande, Norvège, Allemagne, Autriche, Espagne, Suisse...) et d'Afrique (Maroc et Togo). Comme à chaque fois, tous les profils se côtoient : les nouveaux, les obsessionnels d'un sujet, les semi-vacanciers, les stratèges blasés... On a sorti les drapeaux, les tee-shirts, les badges, imprimé les tracts, dressé le stand, costume alter et patience exigés.

Forum de crise, forum de la crise, forum en crise donc... les analyses divergent mais finalement, et un peu contre toute attente, des délégations de toute l'Europe sont venues jusqu'à Istanbul.

The place to be pour la première matinée : le séminaire organisé par plusieurs réseaux et mouvements historiques du Forum social européen, dont les Attac d'Europe, sur l'avenir du FSE et des mouvements sociaux face à la crise qui traverse l'Europe.

Le FSE s'interroge, se palpe, s'auto-analyse ; la crise qui le frappe, que les mouvements avaient sans aucun doute prophétisée mais face à laquelle ils n'ont pas encore su imposer leurs résistances, amplifie le sentiment d'impasse et d'incapacité dans un moment où les attentes et les urgences sont probablement culminantes.

Ombres et lumières de l'altermondialisme en reconfiguration s'y racontent. Souffrances des

militants engagés dans des luttes locales et nationales difficiles (de ce fait moins tournés vers l'impératif de coordination européenne de ces luttes), besoin d'idées nouvelles ancrées dans les réalités nouvelles, quelques militants de retour du Forum Social de Detroit tentent de restituer leur enthousiasme... les théories fusent, un peu festival de « yakafo », un peu bilan, un peu photo de famille aussi. Rien de neuf sous le soleil pour l'instant.

Dans un séminaire sur les services publics l'après midi, une représentante d'ADEDY, le syndicat des fonctionnaires grecs, électrochoque son public : la Grèce est un chaudron en ébullition dit-elle, au bord d'une explosion qui emportera toute l'Europe. Un état d'urgence dont nous reparlerons dans les jours qui viennent...

En attendant l'après midi s'écoule sur le stand, à l'ombre d'un buisson du Parc Maçka : des festivaliers turcs nous visitent, amusés par notre association, qu'ils semblent trouver bien exotiques.

02/07/2010

Amélie Canonne

CHOSSES VUES À ISTANBUL

Avant-hier, mon billet titrait de façon un peu raide « *un échec à Istanbul et le FSE est mort* ».

Aujourd'hui, un mot rapide pour dire que quoiqu'il en soit les luttes ne meurent pas.

La Marche mondiale des femmes : après une journée de travaux autour de plusieurs thèmes spécifiques (comme la violence faite aux femmes, la question de la guerre, des kurdes etc.), belle manif, bruyante, visible sur Istiklal, les Champs-Élysées stambouliotes. Et les femmes de toutes nationalités de scander en français « so-so-so solidarité, avec les femmes du monde entier ! », avec ou sans accent turc. D'ailleurs, les organisations de femmes de Turquie n'étaient pas les dernières : visiblement nombreuses, structurées, elles n'ont rien à envier à leurs collègues occidentales. Musique, chants, banderoles, une belle manif regardée avec sympathie par les nombreux passants frappant dans leurs mains et accompagnant le cortège.

Ouverture du FSE : ça y est, il est ouvert, avec des chansons et des discours. Un salarié de TEKEL parle de la lutte pugnace que mène ce syndicat depuis plusieurs mois. L'habitude est de rarement parler des luttes sociales dans les médias, encore plus lorsqu'il s'agit de luttes se déroulant à l'étranger. Voici plusieurs mois, 12 000 travailleurs de l'entreprise turque privatisée de production et de distribution de tabac et d'alcool (TEKEL) ont perdu leur emploi et sont entrés en lutte. La force du mouvement est porteur de grands espoirs ici, où, par ailleurs, les syndicats sont d'une puissance que nous ne connaissons pas en France par exemple.

Evidemment, une intervention d'une représentante de la marche mondiale des femmes, une intervention du comité d'organisation de Turquie, et un grec pour parler des turbulences dans ce pays : on a tort d'imaginer que, parce que notre pays est riche et dirigé par un hyper-président qui donne des ordres au monde entier, à la pluie, au vent et aux étoiles, que nous serions forts éloignés des régressions ahurissantes qui frappent aujourd'hui le peuple grec.

Celui-ci n'a pas dit son dernier mot, il ne lâche pas prise. Le groupe musical qui a suivi entonnant « bella ciao » rappelle que les luttes sont éternelles.

01/07/2010

Frederic Viale

« C'est à ceux qui sont responsables de la crise de la payer ! »

30/06/2010

Le Forum social européen s'ouvre aujourd'hui. Il aura forcément un goût particulier : en pleine crise économique et sociale, les gouvernements, particulièrement en Europe, imposent des politiques de régression sociale qui aggravent les inégalités et ne peuvent qu'amener à plus de dépression économique. Aucun ne s'attaque réellement aux causes profondes de la crise, la dérégulation des marchés financiers. Et sous couvert de dette publique s'opère un vaste transfert des richesses des salariés, retraités et chômeurs vers les grands détenteurs du capital.

Des résistances se multiplient dans chaque pays. Mais au-delà, les mouvements sociaux européens seront-ils capables de se coordonner pour réagir ? C'est une des questions qui se posera à ce Forum social européen. Les 10.000 participants attendus viendront de Turquie, mais aussi de toute l'Europe, engagé-es dans des mouvements sociaux et citoyens, écologistes, féministes, syndicalistes, paysans, de défense des précaires, des droits civils et politiques...

Il faudra être attentif, notamment, aux résultats de l'assemblée finale dimanche matin, qui portera sur le thème : « C'est à ceux qui sont responsables de la crise de la payer ! ». Plus que jamais, le contexte de la crise ravive la nécessité de coordonner les efforts à un niveau européen et de travailler ensemble pour construire des alternatives qui fassent primer les droits humains et la préservation des ressources naturelles. C'est dans ce sens que participera le réseau des Attac d'Europe au Forum et qu'il animera, avec d'autres, plusieurs ateliers (sur la crise européenne, les taxes globales et la régulation de la finance, la justice climatique en Europe, la privatisation des services publics, la défense des retraites au plan européen...).

Enfin, le Forum social européen sera l'occasion pour nous de discuter avec les autres mouvements européens de la préparation des mobilisations face au G20 en France en 2011 : celles-ci pourraient constituer un point de ralliement important l'année prochaine en Europe.

Par Aurélie Trouvé et Amélie Canonne
